

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0294

LE 5 DECEMBRE

N° 174

PRIX : 3 FF

UNE MESURE POLITIQUE

QUI NE REGLE PAS

LE PROBLEME ETHNIQUE

**B
U
R
U
N
D
I**

sommaire

AU

VERSO

SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Pages 4 et 5

- Mali: Moussa Traoré, vingt ans d'oppression et d'exploitation

- Zorro reprend du service

Pages 6 et 7

- Tchad: un dictateur, un syndicat

- encore un ralliement

Pages 8 et 9

- Palestine: un Etat dirigé par l'OLP ne sera pas différent des autres Etats dictatoriaux du Moyen-Orient

Pages 10 et 11

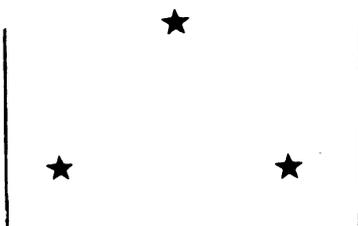
-Russie: la bureaucratie est incapable de résoudre le problème des nationalités

ABONNEMENT

et

ADRESSE

(VOIR PAGE 11)



é d i t o r i a l

BURUNDI : UNE MESURE POLITIQUE QUI

NE REGLE PAS LE PROBLEME ETHNIQUE

En octobre dernier, au Burundi, un nouveau gouvernement a été formé. L'ethnie Hutu, majoritaire dans ce pays et jusqu'à présent écartée du pouvoir, est cette fois-ci légèrement majoritaire au gouvernement puisque douze des vingt-trois membres de ce gouvernement sont Hutus. De plus, pour la première fois depuis dix ans, un poste de premier ministre a été créé et confié également à un membre de l'ethnie Hutu.

Le président burundais, Pierre Buyoya qui, lui, est membre de l'ethnie Tutsi, ne faisait quand même pas beaucoup confiance à ses ministres de l'autre ethnie pour leur confier des postes clés tels que la Défense, les Affaires étrangères ou l'Intérieur. Mais enfin, le fait de constituer un gouvernement relativement équilibré en tenant compte de l'existence des deux ethnies du pays est un fait suffisamment rare pour qu'on le relève.

Dans un pays où 80% de la population appartiennent à l'ethnie Hutu, l'administration et l'armée étaient presque entièrement entre les mains des hommes de l'ethnie minoritaire Tutsi.

Cette situation n'est pas nouvelle. Avant la colonisation, l'ethnie Tutsi, bien que minoritaire, jouait un rôle principal dans ce pays. Le roi lui-même appartenait à cette ethnie. Et avec l'arrivée des colonisateurs, ceux-ci se sont appuyés sur les chefs traditionnels pour asseoir leur autorité en maintenant ainsi les anciennes divisions ethniques et même parfois en les attisant.

C'est tout ce passé qui crée des rapports haineux entre les deux ethnies. Et si l'on ajoute à cela la misère et la dictature dont le poids devient de plus en plus insupportable avec la crise économique actuelle, on a une sorte de poudre à canon qui peut exploser à partir de n'importe quel incident banal.

C'est ce qui s'est produit en août dernier et il y a eu des affrontements sanglants entre ethnies. Ces affrontements auraient fait au moins 24.000 morts. Dans ce pays, des massacres plus horribles que ceux-là avaient déjà eu lieu en 1972, faisant plus de 100.000 morts parmi les Hutus.

Ce sont ces affrontements sanglants qui ont amené les dirigeants burundais à former un nouveau gouvernement dont le dosage ethnique est plus ou moins équilibré pour tenter d'apaiser l'ethnie Hutu. Par la même occasion, ils ont déclaré que "l'unité nationale est une question qu'on veut résoudre en profondeur" et ils ont lancé un appel aux dizaines de milliers d'Hutus qui avaient fui les massacres de retourner au Burundi.

... / ...

Mais il ne peut y avoir ni "unité" ni paix tant qu'il y aura l'oppression et l'injustice sociale. D'ailleurs les dirigeants eux-mêmes ne croient pas à "l'unité nationale" dont ils parlent. Au fond, ils s'en moquent complètement. C'est ainsi que dans le même temps que les dirigeants tiennent des propos apaisants (à l'égard des Hutus), le président Buyoya félicite les forces armées pour leur "courage et abnégation" lors des massacres d'août dernier dont les Hutus étaient les victimes.

Les haines et les affrontements inter-ethniques n'existent pas qu'au Burundi. Cela est malheureusement le cas de la plupart des pays d'Afrique noire. Et même quand le calme semble régner dans certains pays comme la Côte d'Ivoire par exemple, ce n'est qu'un calme apparent. Il n'en faut pas de beaucoup pour qu'éclatent des affrontements sanglants.

Les politiciens jouent souvent sur la corde ethnique pour s'en faire un atout de promotion, pour se faire élire comme député ou maire, ou bien pour se faire nommer ministre, préfet, etc. C'est tout un "dosage" subtil qu'il faut à ceux qui dirigent le pays pour constituer les gouvernements, encadrer l'administration et l'ensemble de l'appareil d'Etat.

Le risque d'affrontements violents est une menace grave qui pèse en permanence sur les pays africains. Elle pèse d'autant plus lourd que la misère et la pauvreté qui s'aggravent d'année en année créent des tensions supplémentaires entre les ethnies. En tout cas, la misère croissante donne des possibilités encore plus grandes aux politiciens d'utiliser les sentiments tribalistes, le micro-nationalisme ou la religion pour satisfaire leurs ambitions.

Alors l'Afrique est-elle condamnée à d'éternels déchirements inter-ethniques comme ceux qui se sont déroulés au Burundi? Ce n'est pas une fatalité, bien que dans la situation présente ce soit plus qu'une réelle menace.

Mais pour qu'il en soit autrement, il est nécessaire pour les exploités d'avoir une autre politique, une politique qui cimenter leur union par-delà les différences ethniques ou religieuses, par-delà les frontières artificielles créées exprès pour les diviser encore plus. Cette politique-là ne pourrait être qu'une politique de classe que seul, le prolétariat peut offrir à tous les opprimés.

L'ethnisme, tout comme le nationalisme, est une politique du passé, une voie sans issue pour les pauvres. L'avenir, c'est la révolution prolétarienne. Cette révolution ne résoudra pas seulement les problèmes ethniques, mais c'est le seul véritable moyen de résoudre tous les problèmes liés à cette société d'oppression et d'exploitation.

Mais le problème pour le prolétariat en Afrique, c'est qu'il faut qu'il se donne les moyens de s'organiser politiquement, de prendre conscience de son rôle de classe d'avenir pour l'humanité.

E R R A T U M

Dans notre précédent numéro, il manquait une ligne à la fin de la page 6, rendant incompréhensible la suite du paragraphe. Voici cette ligne:
" Le président ivoirien espérait obtenir de ses maîtres impérialistes la reconnaissance ..."

MOUSSA TRAORE : VINGT ANS D'OPPRESSION ET D'EXPLOITATION

Le 19 novembre 1968, Moussa Traoré, à la tête d'un groupe de militaires, prit le pouvoir en renversant Modibo Keita, chef de l'Etat malien. A la population, qui spontanément est descendue dans la rue pour manifester sa joie, le nouveau régime promettait entre autres de rétablir la démocratie dans le pays et d'assainir les finances publiques pillées par le régime précédent.

Vingt ans après, où en est-on? A en croire "L'Essor", journal gouvernemental, le bilan du régime issu du coup d'Etat de novembre serait positif. Sous le titre "vingt années bien remplies", l'éditorialiste du journal écrit notamment: "S'il est vrai que le Mali a traversé beaucoup de difficultés économiques, il est non moins vrai que le Mali dispose désormais d'infrastructures politiques, économiques et sociales indispensables à son développement". Quelques lignes plus loin: "Aujourd'hui, ce résultat est palpable. Notre pays vit dans la paix et la stabilité, nos populations dans la quiétude sociale et la concorde".

C'est du baratin. Cette "paix" ou "quiétude sociale" en question a été obtenue dans le sang. C'est par une répression féroce que le régime militaire s'est imposé à la population. Même certains des compagnons d'armes de Moussa Traoré n'ont pas échappé à cette répression. Sous prétexte de "détournements de fonds", les deux principaux rivaux de Moussa Traoré, Tiécoro Bagayoko et Karim Dembélé ont été jetés en prison à Taoudéni où ils devaient trouver la mort. Le troisième, Kissima Donkara, considéré comme moins dangereux, vient d'être libéré.

Les opposants ou tous ceux qui ne partagent pas la politique du gouvernement subissent le même sort. C'est le cas des "modibistes" (partisans de l'ancien président) ou de certains dirigeants syndicaux (travailleurs et étudiants). Moussa Traoré a du culot lorsque dans une récente déclaration à la presse, il affirme qu'il n'y a pas "d'opposition structurée" au Mali. Pour lui, ses opposants ne sont que des "aigris"!

Quant à la population, l'Union Démocratique du Peuple Malien (UDPM), parti unique, est censée la représenter. C'est par l'intimidation que les instances du parti obligent la population à y adhérer, à prendre sa carte ou à verser ses cotisations. Loin de vivre dans la "paix sociale", les populations pauvres ont de plus en plus du mal à se nourrir. Lors du passage du franc malien au franc CFA, le niveau de vie s'est profondément dégradé par les augmentations en flèche des prix des denrées de première nécessité. Ces prix avaient doublé, voire triplé, alors que le salaire a été divisé par deux conformément au changement de monnaie.

Même l'UNTM, syndicat acquis au régime, devant la dégradation des conditions de vie des travailleurs, fut obligée de revendiquer une augmentation des salaires et le paiement régulier des salaires qui tombent tous les deux, trois voire quatre mois.

Dans les villes et surtout dans les villages, les hôpitaux sont démunis de médicaments. Depuis des années, ce sont les travailleurs immigrés qui, regroupés en associations, essaient de combler les carences du gouvernement. Où va alors l'argent des impôts? Les détournements de fonds au Mali ne sont un secret pour personne.

Les vingt ans du régime militaire, ce sont vingt ans de dictature et d'exploitation pour la population malienne.

MALI

Zorro reprend du service

Sacko-Zorro, de son vrai nom Soumana Sacko, ancien ministre des Finances écarté pour son "honnêteté", est nommé adjoint au Contrôleur Général d'Etat à la Présidence. Est-ce une promotion ou bien au contraire, Moussa Traoré veut-il surveiller de plus près cet ancien ministre un peu trop remuant? Allez le savoir!

On se rappelle qu'avec ce "justicier", les travailleurs du secteur public et les fonctionnaires de l'Etat touchaient régulièrement leurs salaires. Il paraît que pour cela, il a fait payer les gros commerçants et les hauts fonctionnaires versés dans les affaires, qui s'arrangeaient (avant l'arrivée de Sacko au ministère des Finances) à ne pas payer la douane et autres taxes commerciales.

Cela n'était pas du goût de ces hommes d'affaires aux dents longues, comme par exemple la femme de Moussa Traoré qui, paraît-il, fait un commerce très fructueux.

Soumana Sacko est peut-être honnête, mais il n'appartient pas au petit peuple. Son camp se situe à l'opposé de celui des pauvres. Il fait bien partie des dignitaires du régime qui méprisent les petites gens.

Encore une occasion pour se remplir les poches

Le Mali vient de recevoir de la part du Japon une aide de près de deux milliards de francs CFA pour une importation de riz et le développement du périmètre de Baguinéda. Cela porte à 22 milliards l'aide japonaise au Mali.

Au cours de la signature du protocole d'accord relatif à cette aide, le représentant malien a donné l'assurance que "ces subventions seront judicieusement utilisées".

"Judicieusement" est un mot qui n'a pas de sens dans la bouche des dirigeants maliens quand on sait avec quel appétit vorace ils se jettent sur les deniers publics pour les détourner.



TCHAD

Un dictateur, un syndicat

Le 15 novembre dernier, a été créée au Tchad l'UNST (Union Nationale des Syndicats du Tchad) à la suite de la fusion des deux syndicats l'UNATRAT (Union Nationale des Travailleurs Tchadiens) et la CST (Confédération Syndicale du Tchad).

Selon le ministre du Travail et de l'Emploi, ils ont librement pris l'initiative de négocier cette fusion. En fait, les choses se sont passées autrement.

L'UNATRAT est un syndicat qui existait depuis l'indépendance. Malgré quelques problèmes avec le régime militaire issu du coup d'Etat en 1976, c'était le seul syndicat autorisé jusqu'en 1979. Les dirigeants syndicaux étaient nommés par le régime de Tombalbaye, puis celui de Malloum. Avec la crise politique de 1979, l'UNATRAT a disparu de N'Djaména pour ne réapparaître qu'en 1983, année à partir de laquelle les activités économiques ont repris.

La CST a été créée en 1982, peu après la prise du pouvoir par les FAN d'His-sène Habré. Selon les dirigeants de la CST, il s'agissait de combler le vide syndical laissé par l'UNATRAT. Mais en fait, c'est un organe de contrôle des travailleurs, au service des FAN. D'ailleurs, jusqu'à aujourd'hui, les dirigeants nationaux de la CST sont au comité central de l'UNIR (parti unique).

Cela a entraîné une crise interne qui devait être résolue à un séminaire de clarification organisé en août 1987 à N'Djaména. Mais à certains militants syndicaux ont été assez naïfs pour dire que ce n'était pas normal que les dirigeants syndicaux soient en même temps membres de la direction de l'UNIR, on a fait comme si on n'a pas entendu leurs questions.

Depuis, tout l'objectif de l'UNIR est d'arriver à avoir un seul syndicat au Tchad. Dans un discours prononcé à l'occasion de la fête du 1er mai 1986, l'ancien ministre du Travail a presque donné un ultimatum aux deux syndicats pour qu'ils fusionnent, en disant qu'il fallait qu'ils le fassent "dans un bref délai". En juin dernier, lors de la 4ème session ordinaire du comité central de l'UNIR, la fusion des deux syndicats a été encore longuement évoquée.

Alors, ce n'est pas étonnant que les deux syndicats fusionnent, surtout que cela a eu lieu quelques jours avant la fin du dernier congrès de l'UNIR. Pour les travailleurs tchadiens, cela ne changera pas grand-chose.

Car, l'UNATRAT aussi bien que la CST, séparément, ne défendaient pas leurs intérêts. D'ailleurs les dirigeants du nouveau syndicat précisent le rôle de celui-ci en disant que sa "mission primordiale est de dynamiser l'économie nationale".

Alors, si Habré voulait un seul syndicat, ce n'est pas que l'UNATRAT défende plus les travailleurs que la CST. Mais comme tout dictateur, il n'aime pas qu'il existe un organe dont le contrôle lui échappe. Cela pourrait donner envie à d'autres, et pourquoi pas aux travailleurs, de créer un syndicat qui défendra vraiment leurs intérêts.

TCHAD

Un ralliement de plus !

Après avoir obligé les deux syndicats des travailleurs tchadiens à fusionner, Hissène Habré vient d'obtenir le ralliement d'une partie de l'opposition tchadienne.

En effet, après le retour de Djogo, de Kamougué et des "codos", c'est Acheik Ibn Omar, président du "néo-GUNT" et chef des CDR, qui vient de signer des accords avec Habré. Il ne restera plus que Goukouni Weddei, mais ce n'est plus qu'une question de temps.

Car en fait, il n'y a vraiment pas grand-chose qui oppose tous ces gens. Ils ont tous fait partie, soit ensemble soit séparément, des différents gouvernements qui se sont succédé. Mais chacun voulait le pouvoir pour lui tout seul. Encore fallait-il qu'il sache montrer à l'impérialisme qu'il était capable de servir ses intérêts au Tchad. Cela, Habré l'a compris plus tôt que ses rivaux et les a contraints à partir.

Alors, pour ne pas perdre la face, pour montrer qu'ils avaient une politique différente, ils font semblant de négocier avant chaque ralliement. Ils insistent sur les libertés démocratiques pour, à chaque fois, se fondre dans l'UNIR. Et c'est dans cette voie que vient de s'engager Acheik en rencontrant Habré. D'ailleurs son retour n'est pas étranger au fait que son protecteur Kadhafi l'ait lâché au bénéfice de Goukouni et ait décidé de faire la paix avec Habré.

Les opprimés, les travailleurs tchadiens n'ont rien à attendre de ces ralliements. Beaucoup de gens au Tchad se sont fait des illusions au sujet du retour de Kamougué. Ils se sont dit qu'enfin ils "pourront parler à haute voix". Mais finalement, ils se sont rendus compte que Kamougué est comme les autres.

Le retour de la "paix" au Tchad permettra simplement à Hissein Habré d'avoir les mains libres pour renforcer sa dictature.

Congrès UNIR : le hold up continue

Après plusieurs semaines de campagne, l'UNIR, le parti unique de Habré, vient de terminer son deuxième congrès à N'Djaména. Selon ses dirigeants, c'est dans la ferveur et l'enthousiasme que les militants l'ont préparé, et que les débats se seraient déroulés de manière démocratique.

La seule résolution à laquelle ils sont arrivés et qui ne soit pas passée inaperçue, est que les Tchadiens doivent continuer à payer "l'effort de guerre", alors que la guerre a cessé de fait depuis longtemps et que Kadhafi vient de faire la paix avec Habré.

Cette décision du congrès de l'UNIR permet de mieux comprendre (si ça ne l'est pas encore pour certains) le but de "l'effort de guerre" qui est de rançonner la population pour l'enrichissement des dignitaires du régime.

PALESTINE

UN ETAT DIRIGE PAR L'OLP NE SERA PAS DIFFERENT
DES AUTRES ETATS DICTATORIAUX DU MOYEN-ORIENT

Dans la nuit du 14 au 15 novembre, réuni à Alger, le Conseil National Palestinien proclamait la naissance de l'Etat palestinien. Cette proclamation a été accueillie avec une grande joie par les Palestiniens des territoires occupés par Israël.

Voilà maintenant près d'un an qu'a commencé l'"Intifada" ("la révolte des pierres") en Cis-Jordanie et à Gaza. L'armée israélienne, malgré les énormes moyens de répression, malgré le quadrillage militaire des territoires occupés, n'arrive pas à bout de ces dizaines de milliers d'adolescents qui, comme seules armes, n'ont que des cailloux contre les chars et les auto-mitrailleuses.

C'est la situation créée par la révolte des jeunes palestiniens qui a donné à L'OLP un rapport de force favorable et une occasion à saisir pour la proclamation de l'Etat palestinien. L'"Intifada" n'est pas seulement une grosse épine dans les pieds des dirigeants israéliens. Il pose aussi un problème aux dirigeants de l'impérialisme.

Le Moyen-Orient est une "zone sensible". Il y a trop d'intérêts pour l'impérialisme pour que ses dirigeants ne soient pas inquiétés par une éventuelle extension de la révolte dans les Etats voisins. Jusqu'à présent, ils ont toujours plutôt appuyé le régime sioniste car c'est celui qu'ils estiment le meilleur défenseur de leurs intérêts dans la région.

Aucune des puissances impérialistes n'a jusqu'à présent reconnu l'Etat palestinien, même si hypocritement, à l'instar de l'impérialisme français, certaines d'entre elles admettent le "principe" tout en ne reconnaissant pas le fait.

Les dirigeants américains, eux non plus, ne rejettent pas totalement la chose. Seulement, ils trouvent que les gages d'Arafat à l'égard de l'Etat d'Israël ne sont pas encore "suffisants".

Même si leur choix les a conduits jusqu'à présent à appuyer leurs alliés sionistes, les dirigeants impérialistes, tout comme une grande partie de la bourgeoisie israélienne, voudraient éviter l'aggravation de la situation dans les territoires occupés. Ils savent ce que pourrait leur coûter une répression systématique et radicale de la révolte palestinienne.

Alors, faute de pouvoir trouver une solution "définitive" du problème palestinien, les dirigeants impérialistes chantent à tout va leur désir de voir la paix et la "normalisation" de la situation dans cette zone du globe.

Mais leur problème, c'est qu'il y a un peuple qui lutte pour le droit d'avoir son pays et son Etat, et qui malgré toutes les répressions qu'il a dû subir de la part de l'Etat israélien comme des Etats arabes, continue de se battre.

La crainte de l'impérialisme, ce n'est pas que l'OLP menace ses intérêts. Arafat a bien des fois prouvé qu'il n'est pas plus dangereux pour les intérêts de l'impérialisme que ne le sont les dictateurs des Etats du Moyen-Orient ou d'ailleurs.

Un Etat palestinien dirigé par l'OLP au Moyen-Orient ne serait pas différent de ceux déjà existants. Cela pourrait même contribuer à la "normalisation" de la situation explosive qui prévaut depuis la création de l'Etat d'Israël.

Yasser Arafat ne sera pas différent de son ami le roi Hussein de Jordanie qui, en guise de reconnaissance de l'amitié que lui a faite Arafat dans le passé, a massacré des milliers de Palestiniens lors du tristement célèbre "septembre noir".

Arafat à la tête d'un Etat ne se distinguera pas non plus de son "ami" Chadli, à qui il a déclaré sa "solidarité" lorsque celui-ci faisait massacrer à Alger des centaines de jeunes algériens qui n'avaient pas plus d'armes que les jeunes palestiniens de l'"Intifada". En matière de répression barbare, Chadli a fait en quelques jours, et contre son propre peuple, plus de morts, plus de tortures, que l'Etat sioniste n'en a faits contre le peuple palestinien en un an!

Les dirigeants impérialistes savent très bien qu'Arafat n'est pas un adversaire pour eux. C'est même un gage dans une certaine mesure, car tant que c'est sa politique nationaliste qui prévaut sur le mouvement de révolte de la population palestinienne, il n'y a pas trop à craindre pour les intérêts capitalistes.

Ce qu'ils craignent avant tout, c'est que la révolte de la population palestinienne ne se généralise et n'aille plus loin que les limites fixées par l'OLP, à savoir la création d'un Etat palestinien.

Le potentiel révolutionnaire des masses palestiniennes est énorme. Leur lutte enthousiasme les populations du Moyen-Orient et même au-delà de cette région. Leur mouvement pourrait soulever toutes les masses pauvres du Moyen-Orient et il pourrait être le point de départ d'une véritable révolution, embrasant l'ensemble de la région et susceptible de renverser toutes les dictatures, y compris la dictature sociale des riches sur les pauvres.

Mais cela exige une politique autre que celle de l'OLP, une politique non pas aux limites étriquées du nationalisme, mais une politique internationaliste, c'est-à-dire une politique de classe qui, seule, peut donner une perspective d'émancipation à l'ensemble des pauvres et des exploités de la région, y compris aux exploités israéliens qui paient eux aussi la politique des dirigeants sionistes.



U. R. S. S.

LA BUREAUCRATIE EST INCAPABLE

DE RESOUDRE LE PROBLEME DES NATIONALITES

Le 24 novembre, en Azerbaïdjan, une des républiques de Russie, il y aurait eu des pogromes organisés par des Azéris (habitants majoritaires d'Azerbaïdjan) contre des Arméniens qui auraient fui par milliers à la recherche d'un refuge.

Deux jours plus tôt, à Bakou, capitale d'Azerbaïdjan, il y a eu une manifestation énorme, rassemblant au moins cent mille personnes pour demander le maintien du Haut-Karabakh au sein de l'Azerbaïdjan.

Le Haut-Karabakh est une enclave où vit une majorité d'Arméniens. Et les Arméniens de cette région et ceux d'Arménie (république voisine) revendiquent depuis plus de neuf mois -au moyen des manifestations massives et des grèves- le rattachement de cette enclave à l'Arménie.

Ce n'est pas la première fois qu'Arméniens et Azéris s'affrontent au sujet du Karabakh. Au temps du régime tsariste, il y avait déjà des affrontements entre eux. Puis la révolution de 1917 y a mis un terme pour une période de quelques années en rassemblant toutes les nationalités -sur un pied d'égalité- sous le drapeau de l'internationalisme prolétarien.

A la faveur de la guerre civile qui opposait de 1918 à 1920 les révolutionnaires russes à leurs ennemis, les républiques d'Azerbaïdjan et d'Arménie se sont trouvées indépendantes et n'ont pas hésité à se faire la guerre à propos de ce même Haut-Karabakh.

Après la victoire de l'armée rouge en 1920, l'Azerbaïdjan et l'Arménie étaient devenues des républiques soviétiques et le pouvoir communiste trouva une solution de compromis consistant à accorder l'autonomie au Karabakh maintenu au sein de l'Azerbaïdjan.

Dans le cadre d'un régime basé sur une large démocratie, ce compromis aurait pu contribuer à faire disparaître peu à peu la haine entre les deux peuples. C'est en tout cas ce que les dirigeants bolcheviks espéraient.

Malheureusement, quand la situation dans le monde et en Russie n'était plus révolutionnaire, ce sont des dirigeants bureaucrates comme Staline qui avaient en main l'appareil d'Etat et ils imposaient une dictature féroce. Et au niveau des républiques, leurs représentants locaux recrutaient des gens de même nationalité qu'eux pour administrer.

Ainsi, en Azerbaïdjan, les Azéris considéraient le Karabakh comme une partie de leur territoire et ils n'ont pas laissé de place dans l'administration aux Arméniens. Il n'était donc plus question d'autonomie.

Mais sous un régime de dictature impitoyable, les Arméniens, tout comme les autres populations soviétiques, ne pouvaient exprimer leur mécontentement.

... / ...

Aujourd'hui, avec la politique de "libéralisation" pronée par Gorbatchev, certains problèmes trop longtemps étouffés se manifestent avec violence au grand jour. C'est le cas du conflit ethnique entre Azéris et Arméniens. Ce genre de conflit à caractère nationaliste touche également d'autres républiques de l'URSS (Géorgie, Ukraine, Lettonie, etc.).

Pour résoudre la crise qui a éclaté entre Arméniens et Azéris, Gorbatchev leur propose la négociation. Le problème est plus profond et ce n'est pas cela qui y mettra un terme.

La bureaucratie, en tournant le dos à la révolution mondiale et en pronant le socialisme dans un seul pays, a contribué à la résurgence des sentiments nationaux de toutes sortes. Lentement, ces sentiments que la révolution de 1917 a balayés en mettant en avant les intérêts de classe des exploités quelle que soit leur région, ont refait surface.

Car derrière ces affrontements, il y a le problème de l'oppression et ce n'est qu'en balayant cette bureaucratie oppressive que les nationalités peuvent s'exprimer librement et s'épanouir.

Cela demande auparavant un autre type de société où les nouvelles générations auront pour tâche l'émancipation des exploités à l'échelle du globe, en combattant ces sentiments nationalistes qui tirent vers l'arrière.

A B O N N E M E N T

- France : pli ouvert 55 FF; pli fermé 65 FF. Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

- Etranger : même tarif mais

uniquement en "coupons-réponses" international.

A D R E S S E

Toute correspondance est à adresser à COMBAT-OUVRIER
B.P. 42 - 92114-CLICHY Cedex

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.